

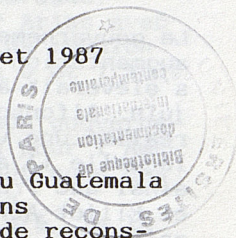
ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

5° année / N°228

du 10 au 16 juillet 1987



POLITIQUE

Les Etats-Unis augmentent leur aide militaire au Guatemala
Shultz rencontre les ambassadeurs centraméricains
Une nouvelle direction pour le Comité national de reconstruction

Le ministre des Affaires étrangères a commencé une tournée en Amérique centrale

Le PGT refuse sa légalisation s'il n'y a pas de dialogue avec l'URNG

Changements dans l'appareil judiciaire

L'Eglise catholique distribue des terres aux paysans

La centrale hydroélectrique de Chixoy à nouveau arrêtée

INSURRECTION

Les combats se poursuivent dans l'ouest du pays

MOUVEMENT POPULAIRE

La police occupe une fabrique textile

Des travailleurs occupent la cour des comptes de la nation

Une usine occupée par les travailleurs

La grève reprend dans l'entreprise bananière

SITUATION SOCIALE

40 mille guatémaltèques travaillent au Mexique

DROITS DE L'HOMME

Agressions contre des agriculteurs

Un séquestré révèle avoir été maintenu captif dans une caserne

Les demandes du GAM n'ont pas été respectées

Inquiétudes pour les droits de l'homme

REFUGIES

Un représentant de l'ACNUR au Guatemala

Les enfants de réfugiés auront des papiers d'identité

4° P 12315

POLITIQUE

LES ETATS-UNIS AUGMENTENT LEUR AIDE MILITAIRE AU GUATEMALA

Le gouvernement nord-américain étudie la possibilité d'une augmentation de l'assistance militaire au Guatemala, qui s'élèverait à dix millions de dollars, a annoncé, le 10 juin, Alfonso Cabrera, ministre de la Présidence, qui a réalisé une visite de quatre jours à Washington au cours de laquelle il a rencontré le secrétaire d'Etat George Shultz ainsi que Frank Carlucci, conseiller à la sécurité nationale, et Elliot Abrams, sous-secrétaire aux affaires interaméricaines.

De son côté, le général Manuel Callejas, chef de l'état-major de l'armée guatémaltèque, a déclaré qu'il n'y avait pas encore de confirmation officielle de cette augmentation de l'aide militaire au Guatemala de la part du Congrès des Etats-Unis, mais que si elle devenait effective, elle serait utilisée à l'achat de matériel non-destructif et de véhicules de transport.

SHULTZ RENCONTRE LES AMBASSEURS CENTRAMERICAINS

Le secrétaire d'Etat nord-américain George Shultz s'est réuni le 9 juillet à Washington avec Oscar Padill, ambassadeur du Guatemala, Ernesto Riva du Salvador, Roberto Martine du Honduras et Guido Fernandez du Costa Rica, afin d'analyser les perspectives de la prochaine réunion des présidents centraméricains.

Après la rencontre, Shultz a qualifié la discussion de "très productive" et a réaffirmé l'"appui total" des Etats-Unis à une solution politique en Amérique centrale. Il a en outre déclaré que les réserves de son gouvernement par rapport au plan Arias avaient été abordées, sans que l'on sache si des progrès avaient été faits dans ce sens.

UNE NOUVELLE DIRECTION POUR LE COMITE NATIONAL DE RECONSTRUCTION

Le 13 juillet, le président Vinicio Cerezo a fait prêté serment à la nouvelle direction générale du Comité national de reconstruction, organisme d'état créé après le tremblement de terre de février 1976, qui sous le commandement de l'armée réalise divers travaux d'intérêt général avec les secteurs les moins favorisés de la population.

Le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, en tant que président de la direction générale, a nommé le lieutenant-colonel Juan Ismael Morales Lopez nouveau coordinateur général. Rodolfo Estrada, ministre de l'Agriculture, et Messieurs Manuel Mendez et Edgar Heinemann ont également été nommés membres de la direction.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES A COMMENCE UNE TOURNEE EN AMERIQUE CENTRALE

Le 13 juillet, Mario Quinonez, ministre des Affaires étrangères, a commencé une tournée en Amérique centrale au cours de laquelle il se rendra au Costa Rica et au Nicaragua, après avoir d'abord rencontré le président Oscar Arias avec lequel il doit étudier les détails de la prochaine réunion des présidents centraméricains qui aura lieu les 6 et 7 août au Guatemala.

Le 11 juillet, Quinonez a déclaré à Bogota que son gouvernement proposera des modifications au plan de paix pour l'Amérique centrale du président Arias, afin qu'il contienne des points le rapprochant plus de l'Acte de Contadora.

Auparavant, le ministre guatémaltèque avait déclaré, le 10 juillet, à Caracas, qu'il proposait de "compléter" le plan de Contadora par celui du président Arias, à condition que "les pays de la région soient d'accord".

LE PGT REFUSE SA LEGALISATION S'IL N'Y A PAS DE DIALOGUE AVEC L'URNG

Dans une déclaration de presse publiée le 10 juillet, le Parti guatémaltèque du travail (PGT) affirme que le gouvernement du président Vinicio Cerezo cherche à manipuler les "expulsés" et "renégats" communistes afin de légaliser un soi-disant parti communiste et donner ainsi une retouche à la façade démocratique du régime démocrate-chrétien.

Pour sa part, le député Victor Hugo Godoy a déclaré que les conditions pour la légalisation du PGT "n'étaient pas réunies", ce qui rend "inutile" la polémique que ce parti politique lance contre le gouvernement démocrate-chrétien.

Le 12 juillet, le président Cerezo a indiqué que du fait que le PGT "fait usage des armes" et agit en marge de la loi, il n'y avait pas de dialogue possible avec ce parti politique, qui se trouve dans la clandestinité depuis 1954.

CHANGEMENTS DANS L'APPAREIL JUDICIAIRE

Quatre juges qui s'occupaient de plusieurs procès importants ont été relevés de leurs charges et mutés dans d'autres services de l'appareil judiciaire, ce qui a été considéré par la presse comme un renvoi indirect.

Les juges relevés sont Santiago Martinez qui s'occupait de l'assassinat de deux citoyens chinois, Juan Francisco Marin qui s'occupait de l'agression par les gardes du corps de l'ambassade nord-américaine d'une famille guatémaltèque, Rodolfo Cerezo, cousin du président, qui était chargé de l'enquête sur la corruption dans l'institution financière, et le juge qui faisait des recherches à partir des plaintes du père Andres Giron et qui enquêtait sur le cas de Milton Cerezo, directeur général des services de migration.

L'EGLISE CATHOLIQUE DISTRIBUE DES TERRES AUX PAYSANS

Selon un communiqué diffusé le 13 juillet par le diocèse du département d'Izabal, dirigé par l'évêque Luis Maria Estrada Paetau, 234 familles ont bénéficié de la distribution de 966 manzanas (676,2 hectares) de terres pour des cultures diversifiées, qui ont été achetées à prix modique à une institution de l'Eglise catholique, dans le cadre d'un programme de développement de la communauté représentant un investissement de 409.562 dollars obtenus à l'étranger.

L'institution religieuse, dénommée Centre d'études et de promotion d'Izabal (CEPSI) et dirigée par Estrada Paetau, a remis récemment dans le village de Seminola, commune de Los Amates, les titres de propriété aux trente premiers paysans qui ont rempli leur engagement en payant le prix de leurs terres.

Le diocèse affirme que de cette manière l'Eglise tente de donner une solution, aussi minime soit elle, au problème de la terre pour les paysans. Les fonds obtenus serviront à la réalisation de travaux d'intérêt communal.

LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE CHIXOY A NOUVEAU ARRETEE

Le 12 juillet, le député German Schell Montes, président de la commission de l'environnement du Congrès de la République, a fait savoir que la centrale hydroélectrique de Chixoy, située dans le département d'Alta Verapaz, suspendrait prochainement sa production pour une période de six mois, en raison des déficiences que présente l'une de ses turbines.

Les travaux de Chixoy avaient commencé en 1979 et devaient se poursuivre jusqu'en 1981, afin de réduire substantiellement la consommation pétrolière et le coût de l'énergie. Néanmoins, différentes difficultés liées à la corruption firent que la centrale ne fut inaugurée qu'en 1985. Le coût final de la construction fut estimée à un milliard de dollars, soit plus de 250 % supérieur au budget initial.

INSURRECTION

LES COMBATS SE POURSUIVENT DANS L'OUEST DU PAYS

Selon la presse du 13 juillet, deux mines de type "kleymore" ont explosé sur le passage d'un convoi de l'armée qui circulait aux abords du village de Buena Vista, département de San Marcos, détruisant complètement deux camions de transport de troupes et causant de nombreuses pertes dans les rangs gouvernementaux.

Les combats dans cette zone du pays ont commencé le 5 juillet, quand des forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont occupé le village de San Lorenzo, proche de la préfecture du département de San Marcos, où elles se sont emparées de deux appareils de transmission radio et d'un récepteur dans les locaux de la poste locale.

Selon des informations extraofficielles, une série de combats intenses a eu lieu à partir de cette date entre les insurgés et les troupes gouvernementales, en particulier aux abords de San Lorenzo et du village de San Andres Chapil, commune de San Pedro Sacatepequez, seulement séparé par un pont de la ville de San Marcos.

Le 9 juillet, l'URNG a fait savoir qu'en trente heures de combats les forces gouvernementales avaient souffert au moins 16 pertes, au cours de six actions insurgées aux environs du volcan Tajumulco.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA POLICE OCCUPE UNE FABRIQUE TEXTILE

Des dizaines de travailleurs de la fabrique textile "Lunafil" située dans la commune d'Amatitlan, à trente kilomètres de la capitale, ont été violemment délogés le 9 juillet des locaux de l'entreprise qu'ils occupaient depuis le 8 juin en protestation contre le refus patronnal de négocier une nouvelle convention de travail.

Le 12 juin, l'Unité syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA), appuyée par cinq grands syndicats, avait réalisé une manifestation de protestation aux abords de la fabrique, occupée aujourd'hui par les forces de police.

DES TRAVAILLEURS OCCUPENT LA COUR DES COMPTES DE LA NATION

Les travailleurs de la Cour des comptes de la nation, située dans un quartier du centre de la capitale, en ont occupé les locaux le 9 juillet au soir pour protester contre le refus d'augmentation salariale de la part de Hugo Argueta, contrôleur général de l'organisme.

A ce propos, Catalina Soberanis, ministre du Travail, a déclaré que le gouvernement ne pouvait obliger Argueta à négocier, n'ayant sur lui qu'une "influence de type moral, mais aucune autorité".

UNE USINE DE GAZ OCCUPEE PAR LES TRAVAILLEURS

L'usine de gaz propane "Hidrogas", située dans la ville de Guatemala, a été occupée par les travailleurs le 12 juillet afin d'exiger des améliorations salariales, de meilleures conditions de travail et un enquête sur le fait que l'usine soit exploitée au nom d'une autre société que celle pour laquelle ils sont censés travailler.

Les représentants des travailleurs ont déclaré que leurs revendications n'avaient pas été prises en compte par la représentante du ministère du Travail, et qu'ils poursuivront, en conséquence l'occupation de la fabrique de manière illimitée.

LA GREVE REPREND DANS L'ENTREPRISE BANANIERE

Six mille travailleurs de l'Entreprise bananière du Guatemala (BANDEGUA), filiale de la multinationale nord-américaine Del Monte, ont repris le 13 juillet leur mouvement de grève commencé le 5 juillet passé, du fait que la direction n'a pas accepté la série de revendications présentée par l'Union syndicale des travailleurs de BANDEGUA.

Le secrétaire général du syndicat, Julio Aldana, a fait savoir que le conflit a éclaté quand la direction patronale a accepté de construire cent logements pour les travailleurs alors que les nécessités réelles sont d'au moins 900 logements.

SITUATION SOCIALE

40 MILLE GUATEMALTEQUES TRAVAILLENT AU MEXIQUE

Quelques 40 mille travailleurs agricoles guatémaltèques sont employés temporairement à la récolte du café et de la canne à sucre dans la zone frontrière entre le Mexique et le Guatemala, a fait savoir Alfonso Samayoa, consul du Guatemala dans l'état du Chiapas, qui demande l'assistance du ministère du Travail de son pays pour ces émigrés temporaires.

"Au Guatemala, les travailleurs agricoles reçoivent un salaire de 3,2 quetzals (1,28 dollars) par jour, tandis qu'au Mexique, on leur donne un salaire équivalent à sept quetzals (2,8 dollars) par jour, outre un bon traitement et l'appui du gouvernement mexicain", a souligné Samayoa.

DROITS DE L'HOMME

AGRESSIONS CONTRE DES AGRICULTEURS

Selon la presse du 14 juillet, quatre agriculteurs ont été victimes de la violence politique qui frappe le pays, ayant été tués par balles, enlevés et torturés ou attaqués à leur domicile au cours de perquisition extrajudiciaire.

Le 8 juillet, le paysan German Gonzalez Corad, a été assassiné dans la cour de sa maison, dans le village de Nueva Concepcion Escuintla, siège du mouvement "Protierra" du père Andres Giron.

Ce même jour, a été retrouvé le cadavre de Pedro Aguilar Chinchilla, paysan qui avait été enlevé quelques jours auparavant dans la commune de Barberena, Santa Rosa.

Six hommes en uniformes de l'armée ont, en outre, ouvert le feu contre la maison du paysan Eliseo Santos Aceituno, dans le village "Las Delicias", département de Santa Rosa. Les agresseurs se sont ensuite enfui dans le véhicule de la victime, dont l'état de santé n'est pas connu.

Enfin, dans le village de La Union, département de Zacapa; le délégué militaire local a abattu les paysans Francisco Amado et Jefferson Hernandez.

UN SEQUESTRE REVELE AVOIR ETE MAINTENU CAPTIF DANS UNE CASERNE

Domingo Rafael Montenegro Vega, 35 ans, qui avait été enlevé par un groupe d'hommes armés non-identifiés, a réussi à s'échapper à l'aube du 12 juillet. Il a révélé qu'il avait été maintenu captif dans un endroit d'où il entendait des commandements et des coups de canon.

Dans sa fuite, Montenegro est parvenu à sortir dans un endroit connu comme la Cuesta de la Conora, commune de Jutiapa, sur la route internationale vers le Salvador, d'où un chauffeur de bus l'a conduit jusqu'à la capitale. Il se trouve actuellement dans un hôpital privé où il se remet de ses blessures.

Montenegro a affirmé par ailleurs que dans le lieu de sa captivité se trouvaient plusieurs femmes emprisonnées et que peu de temps avant sa fuite deux personnes furent assassinées.

LES DEMANDES DU GAM N'ONT PAS ETE RESPECTEES

Durant les quinze mois de gouvernement du président Vinicio Cerezo, 436 personnes ont été assassinées et 121 enlevées pour des motifs politiques. Ces chiffres proviennent de la Commission des droits de l'homme du Guatemala. Dans aucun de ces cas, les responsables n'ont été arrêtés ni inquiétés. De ce fait, l'amélioration de la situation des droits de l'homme ne s'est pas réalisé, affirme le comité de solidarité avec le Groupe d'appui mutuel (GAM) de Solingen, R.F.A., dans un communiqué publié au Guatemala le 11 juillet.

Dans ce communiqué les citoyens allemands soulignent en outre qu'aucune des quatre demandes du GAM n'a été prise en compte depuis leur formulation en février 1986. Ces demandes consistent en la formation d'une commission d'enquête sur le sort des disparus, l'annulation du décret d'amnistie pour les militaires, la réalisation de recherches sur les disparus et l'interdiction de quitter le pays pour les militaires responsables de violations des droits de l'homme.

INQUIETUDES POUR LES DROITS DE L'HOMME

Des églises, organisations communautaires et des droits de l'homme de citoyens nord-américains et guatémaltèques vivant aux Etats-Unis sont profondément inquiètes de la continuelle violation des droits de l'homme au Guatemala, car dans la première année du gouvernement démocrate-chrétien, il y a eu plus de 200 assassinats et plus de 150 enlèvements pour cause politique. C'est ce qu'affirme un communiqué publié le 14 juillet par le "Guatemala information center" (GIC), dont le siège se trouve à Los Angeles, Californie.

Le GIC affirme par ailleurs que l'amélioration des droits de l'homme ne peut se mesurer seulement par la diminution du nombre d'assassinats et de disparitions, mais par le plein respect du droit à la vie, à la liberté, au travail, à la libre organisation, à l'éducation et à l'alimentation.

Le communiqué condamne également l'agression permanente de l'armée et des corps de police contre les communautés de Santiago Atitlan, de Solola et des villages du département d'El Quiche où la population vit sous une "politique constante de terreur et de violation continuelle des droits de l'homme".

REFUGIES

UN REPRESENTANT DE L'ACNUR AU GUATEMALA

Jean Noell Wetterland a présenté le 8 juillet ses lettres de créance à Julio Martini, vice-ministre des Affaires étrangères, en tant que représentant au Guatemala du bureau du haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (ACNUR). Wetterland était accompagné par Philippe Lavanchy, représentant de l'ACNUR pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui a fait savoir que le siège de l'organisme sera situé dans la représentation de l'ONU dans la ville de Guatemala.

LES ENFANTS DE REFUGIES AURONT DES PAPIERS D'IDENTITE

Plus de 86 mille enfants de réfugiés guatémaltèques se confrontent au problème du manque d'inscription sur les registres d'état civil, a fait savoir Roderico Ruiz Pinto, secrétaire général de la vice-présidence de la République, et il a ajouté que le gouvernement guatémaltèque présentera un projet afin de modifier le code civil pour résoudre le problème.

Le haut fonctionnaire a estimé que la majorité des enfants réfugiés ont entre 5 et 6 ans, ce qui correspond à l'époque à laquelle leurs parents avaient fui la répression gouvernementale.